



**PREFET DE LA HAUTE-CORSE
SOUS-PREFECTURE DE CORTE**

Sous-Préfecture de Corte
Bureau de la réglementation
29 Cours Paoli
20250 CORTE
Tél: 04 95 34 52 47
sous-prefecture.corte@haute-corse.pref.gouv.fr

Le numéro W2B3001170
est à rappeler dans toute
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W2B3001170**

Ancienne référence
de l'association :
47/2003

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **09 février 2017**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

**COMITÉ RÉGIONAL ULM DE LA RÉGION CORSE(DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE PLANEUR ULTRALÉGER
MOTORISÉ)**

dont le nouveau siège social est situé : aérodrome de Ghisonaccia
aérodrome
RD 344
20240 Ghisonaccia

Décision(s) prise(s) le(s) : **18 décembre 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants
lettre de mandat
Procès-verbal
Statuts

Corte, le 14 février 2017

**Pour le Sous-Préfet
Le Secrétaire Général**

S. PERALDI

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.